48235

Distr.
LIMITEE

E/CN.14/SM/41
24 juin 1981

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

NATIONS UNIES

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Groupe de travail sur l'organisation, le contenu et la méthodologie des enquêtes sur les ménages

Addis-Abéba, 29 juin - 3 juillet 1981

MISE AU POINT DE PROGRAMMES INTEGRES D'ENQUETES

PROBLEMES GENERAUX, TECHNIQUES ET D'ORGANISATION

Table des matières

		Paragraphes	Pages
1.	INTRODUCTION	1 - 6	1 - 2
2.	PROBLEMES GENERAUX	7 - 12	2 - 8
3.	PROBLEMES TECHNIQUES	13 - 28	8 - 12
4.	PROBLEMES D'ORGANISATION	29 - 38	13 - 18

TRADUCTION NON-OFFICIELLE

1. INTRODUCTION

1. De nos jours, les besoins des pays en données chiffrées se sont accrus dans des proportions telles qu'il serait illusoire de croire qu'une enquête ou un seul type d'enquête, effectués de temps à autre, permettrait d'obtenir l'ensemble des informations désirées. Les enquêtes statistiques doivent être le résultat d'un effort continu des pays pour faire face à la demande croissante de données économiques et sociales requises pour mener à bien la formulation, l'exécution, le contrôle et l'évaluation des plans et des objectifs de développement. Comment parvenir à organiser de la meilleure façon cet effort, c'est l'un des problèmes auxquels se heurtent un grand nombre de pays en développement. Le Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquêtes sur les ménages propose le recours à un programme intégré d'enquêtes comme solution à ce probrlème.

2. Un programme intégré d'enquêtes consiste essentiellement en une série d'enquêtes consécutives portant sur différents sujets et reliées entre elles par un même schéma d'organisation, des concepts, des définitions et une méthodologie identiques ou compatibles, et un enchaînement des résultats. Par exemple, un grand nombre de données requises à des fins de planification doivent être rassemblées auprès des ménages qui constituent des unités économiques et sociales composites permettant de mesurer le rythme du processus du développement. Ces données peuvent se rapporter à divers indicateurs tels que les revenus et les dépenses, l'emploi, le sous-emploi et le chômage, la production et la consommation, le logement, la salubrité publique et l'approvisionnement en eau, l'accès aux services visant à satisfaire les besoins fondamentaux de l'homme et l'utilisation de ces services, la santé et la nutrition, l'éducation et la culture, la migration, la fécondité et les caractéristiques démographiques, etc.. De toute évidence, il faudrait effectuer plusieurs enquêtes pour obtenir des données aussi nombreuses et variées; cependant, l'unité statistique commune étant le ménage, on gagnerait à regrouper toutes les enquêtes dans un programme intégré plutôt que de les conduire séparément et de façon indépendante.

3. Les objectifs d'un programme intégré d'enquêtes sont multiples. Un de ces objectifs consiste à mettre en place, au sein du système statistique national, une structure durable et les bases d'un développement auto-entretenu qui permettent l'organisation régulière des enquêtes statistiques. Un programme intégré d'enquêtes doit nécessairement couvrir une longue période si l'on désire lui conférer ultérieurement le cachet de la continuité et de la permanence. Naturellement, il est possible que dès ledépart on envisage de mettre en place un dispositif d'enquête permanent comportant toute l'infrastructure nécessaire (personnel, formation, transport, cartographie, exploitation des données, impression, etc..). A mesure que l'exécution du programme avance, l'infrastructure se développe de façon graduelle jusqu'à ce que soient atteints les objectifs consistant à mettre en place, au sein du système statistique national, des dispositifs d'enquête durables et les bases d'un développement auto-entretenu. Par ailleurs, l'existence de dispoisitifs d'enquête permanents rendra plus aisée la collecte des informations dans des secteurs (autres que celui des ménages) comme l'agriculture, le commerce, l'industrie et les prix.

4. Un autre objectif important du programme intégré d'enquêtes est de faire en sorte que la qualité des informations recueillies compense effectivement les efforts financiers consentis pour réaliser les enquêtes. Dans la mesure où l'on utilise la même infrastructure pour toutes les enquêtes et qu'un nombre important de doubles emplois peut être évité dans un programme intégré d'enquêtes, le coût par unité d'information recueillie devient minimal. En outre, le programme intégré d'enquêtes se prête plus aisément à l'harmonisation des concepts, des définitions et de la méthodologie, aussi bien en vue de l'établissement de séries chronologiques appropriées au niveau national qu'à des fins de comparabilité au niveau international ou à celui d'un groupe de pays. Enfin, s'il est bien conçu, le programme intégré d'enquêtes permet de combiner, à des fins d'analyse, des données provenant d'enquêtes consécutives portant sur différents sujets. Ceci est extrêmement utile pour une politique de planification et des prises de décisions qui concernent plusieurs sujets et secteurs, et essayent d'avoir une idée d'ensemble des problèmes sur la base des informations disponibles.

5. Dans le passé, les pays africains ont organisé, à des fins particulières, des enquêtes sur les ménages qui ont souffert de nombreuses insuffisances fondamentales. Par exemple, les enquêtes étaient limitées à des objectifs spécifiques tels que la collecte de données sur les dépenses des ménages en vue de l'élaboration des indices de prix, la collecte de données démographiques en vue de l'étude de la fécondité, etc... Naturellement, ces enquêtes permettaient d'obtenir une photographie instantanée de certains problèmes spécifiques, mais ne pouvaient fournir une vue complète et détaillée de la situation économique dans son ensemble. Parce que les enquêtes étaient limitées à des objectifs spécifiques, leur portée, leur couverture, leur forme, les concepts et les définitions utilisés variaient. Enfin, une fois les objectifs spécifiques atteints, l'ensemble de l'infrastructure mise en place était démantelée sans que l'on essayât de mettre à profit l'expérience passée. C'est pour remédier à quelques-uns de ces inconvénients que le PADEM a recommandé le recours à un programme intégré d'enquêtes.

6. Un programme intégré d'enquêtes n'est pas sans comporter des contraintes. Il exige beaucoup de ressources matérielles et humaines, une coordination des efforts dans toutes les directions, et n'est pas facile à mettre en oeuvre parce que limité dans le temps. Cependant, il existe des méthodes d'approche de tous ces problèmes, qui sont examinées dans les sections suivnates dans le contexte du PADEM.

2. PROBLEMES GENERAUX

7. Point focal : un programme intégré d'enquêtes doit, avant tout, être du ressort d'un organisme unique au sein duquel toute l'infrastructure nécessaire peut être mise en place. La question qui se pose est celle de savoir où doit se situer un tel organisme dans le système statistique d'un pays. La plupart des pays africains disposent d'un Service national de la statistique (SNS) connu sous différentes dénominations, et dont les fonctions et responsabilités varient considérablement selon le système statistique en place dans chaque pays. Lorsque le système est très centralisé dans le SNS, le choix d'un point focal pour la mise en oeuvre du programme intégré d'enquêtes ne pose aucun problème.

Dans d'autres cas, lorsque prévalent les indices d'un système décentralisé, il appartient au Gouvernement de décider d'un tel choix. A cet égard, il se pourrait même que l'on imagine plusieurs organismes collaborant dans le cadre du programme intégré d'enquêtes. L'exemple le plus courant est celui des enquêtes agricoles, qui sont du ressort du département statistique du Ministère de l'Agriculture et non du ressort du SNS. A ce sujet, trois types de solutions différents ont été adoptés dans les pays couverts jusqu'ici par le PADEM, à savoir :

a) Le personnel chargé des statistiques agricoles et le travail concernant les statistiques agricoles ont été transférés du Ministère de l'Agriculture au SNS.

b) Des dispositions ont été prises en vue d'assurer la coordination des activités entre le Ministère de l'Agriculture et le SNS.

c) Les enquêtes agricoles ont été maintenues en dehors des limites du PADEM pour le moment en raison de problèmes d'ordre technique ou administratif.

8. Coordination: en supposant que le SNS a été choisi comme point focal pour mettre en oeuvre un programme intégré d'enquêtes, ce service doit amener tous lesprincipaux utilisateurs et producteurs de données (départements gouvernementaux, institutions de recherche, corporations industrielles, syndicats etc...) au niveau national à se pencher avec lui et formuler des recommandations sur les projets et programmes d'enquêtes, contrôler les progrès réalisés et suggérer des solutions à divers problèmes généraux et d'organisation qui se posent lors de l'exécution des programmes. Cette étroite collaboration entre utilisateurs et producteurs de données peut se développer de la meilleure façon si l'on recourt à des arrangement d'ordre institutionnel, par exemple un comité de haut niveau au sein duquel sont représentés les principaux utilisateurs et producteurs de données. L'idée est que pour réussir, un programme intégré d'enquêtes doit être accepté par tous les principaux utilisateurs et producteurs de données au niveau national, même si le SNS peut avoir la responsabilité d'assurer la bonne marche quotidienne du programme. En considérant les pays couverts jusqu'ici par le PADEM, les arrangements suivants ont été effectués :

a) Certains pays ont déjà un Comité permanent, légalement constitué, et du même genre que celui envisagé ci-dessus, et le programme intégré d'enquêtes sur les ménages constituera des termes de référence supplémentaires pour ce Comité.

b) Dans certains pays, le SNS a mis en place des Groupes de travail inter-ministériels sur des sujets spécifiques et a noué des rapports de collaboration avec des Universités et des Instituts de recherches. Avec le rattachement du programme intégré d'enquêtes au PADEM, le SNS a l'intention de mettre en place un Comité du même genre que celui envisagé ci-dessus.

c) Dans certains pays, le SNS n'a conclu aucun arrangement de collaboration avec d'autres producteurs et utilisateurs de données. En pareil cas, il a été conseillé au SNS de mettre en place un Comité légalement constitué de producteurs et d'utilisateurs pour mettre en oeuvre le PADEM.

9. Programmation : l'établissement d'un cadre institutionnel en vue d'associer tous les principaux utilisateurs et producteurs de données dès le démarrage des programmes intégrés d'enquêtes est nécessaire pour s'assurer que ces programmes reflètent les besoins des planificateurs nationaux et d'autres utilisateurs des données statistiques. Grâce à l'existence d'un tel cadre, le programme intégré d'enquêtes peut être mis au point étape par étape. En premier lieu, les principaux utilisateurs de données, en particulier les services nationaux de planification et d'autres organismes concernés par les plans et les programmes de développement, préciseront leurs besoins en données en indiquant à quelles fins ces données sont nécessiares et les priorités. Le SNS complètera parfois cette liste en prévoyant les besoins qui n'ont pas été spécifiés. Ensuite, le SNS, en collaboration avec les utilisateurs, formulera l'ensemble du plan d'enquête en définissant les priorités, en ébauchant les sujets qui doivent faire l'objet des enquêtes consécutives, l'ordre probable dans lequel les sujets doivent être abordés et la périodicité selon laquelle les enquêtes sur chaque sujet doivent être répétées. Ce plan à long terme devrait être souple, mais on devrait s'assurer à tout moment que sa révision périodique pour prendre en compte des besoins nouveaux soit entreprise conjointement par les utilisateurs et les producteurs des données.

10. Sur la base du plan mis au point en consultation avec les utilisateurs des données statistiques, le SNS doit programmer un cycle complet d'enquêtes couvrant une période de quatre à six ans. A cette fin, le SNS peut obtenir l'asisstance de missions conjointes du Bureau de Statistique des Nations Unies et de la Commission économique pour l'Afrique. La programmation consiste à déterminer tous les éléments de travail en rapport avec les enquêtes et la préparation d'un calendrier pour assurer un déroulement régulier du travail. Par exemple, le Cameroun evisagea de réaliser quatre enquêtes, à savoir une enquête revenus-dépenses, une enquête emploi, une enquête santé-environnement et une enquête sur les perspectives sociales, dans le cadre de son programme intégré. Le plan de travail a été établi comme suit :

Activités du projet	Date de démarrage	Durée
1. Préparation de l'enquête revenus-dépenses	1er mars 1980	9 mois
2. Formation des superviseurs pour l'ensemble du programme	1er juillet 1980	6 mois
3. Recrutement et formation des contrôleurs de l'enquête sur les revenus	1er décembre 1980	1 mois
4. Recrutement et formation des enquêteurs de l'enquête sur les revenus	fin décembre 1980	plusieurs jours.

Activités du projet	Date de démarrage	Durée
5. Opérations sur le terrain de l'enquête sur les revenus	1 janvier 1981	12 mois
6. Exploitation, analyse et diffusion des résultats de l'enquête sur les revenus	1 janvier 1982	12 mois
7. Preparation de l'enquête sur l'emploi	1 janvier 1981	12 mois
8. Nouveau cours deformation pour les contrôleurs de l'enquête sur l'emploi	1 décembre 1981	1 mois
9. Nouveau cours de formation pour les enquêteurs de l'enquête sur l'emploi	fin décembre 1981	plusieurs jours
10 Opérations sur le terrain de l'enquête sur l'emploi	1 janvier 1982	12 mois
11. Exploitaiton, analyse et diffusion des résultats de l'enquête sur l'emploi	1 janvier 1983	12 mois
12. Préparation de l'enquête sur la santé et l'environnement	1 janvier 1982	12 mois
13. Nouveau cours de formation pour les contrôleurs, recrutement et formation de contrôleurs supplémentaires	1 décembre 1982	1 mois
14. Nouveau cours de formation pour les enquêteurs, recrutement et formation d'enquêteurs supplémentaires	fin décembre 1982	plusieurs jours
15. Opérations sur le terrain de l'enquête sur l'environnement et la santé	1 janvier 1983	12 mois
16. Exploitation, etc.. de l'enquête sur la santé et l'environnement	1 janvier 1984	12 mois
17. Préparation de l'enquête sur les perspectives sociales	1 janvier 1983	12 mois
18. Nouveau cours de formation pour les contrôleurs de l'enquête sur les perspectives sociales	1 décembre 1983	1 mois

Activités du projet	Date de démarrage	Durée
19. Nouveau cours de formation pour les enquêteurs de l'enquête sur les perspectives sociales	fin décembre 1983	plusieurs jours
20. Opérations sur le terrain de l'enquête sur les perspectives sociales	1 janvier 1984	12 mois
21. Exploitation, etc.. des résultats de l'enquête sur les perspectives sociales	1 janvier 1985	12 mois

11. Budget : La programmation doit comporter également une évaluation de tous les types d'inputs (personnels, bourses, équipement, etc..) requis, une indication de la période à laquelle ils seront disponibles, leur coût estimatif et la source (Gouvernement ou assistance extérieure) de financement, en vue d'assurer avec succès l'exécution du plan d'enquête et mettre en place une structure durable qui permette au SNS d'entreprendre régulièrement elle-même de telles enquêtes à l'avenir. Sur la base de cette évaluation, un budget du projet doit être établi, année par année et séparément en ce qui concerne la contribution du Gouvernement et l'assistance extérieure, donnant une répartition du coût total entre les rubriques importantes comme les salaires (ventilés entre personnel technique, personnel administratif et personnel de terrain), les indemnités (déplacements et subsistence, heures supplémentaires et autres), la formation (bourses et autres), l'équipement et les fournitures (récupérables et non récupérables) le carburant, l'entretien et l'assurance, l'exploitation des données, les dépenses diverses et imprévues. En premier lieu, tous les besoins matériels doivent être identifiés et détaillés pour chaque rubrique importante en termes quantitatifs et ensuite évalués à des prix courants appropriés. Celà implique une évaluation technique des enquêtes projetées (plan de sondage à taille de l'échantillon, les opérations sur le terrain, les plans d'exploitation statistique, etc..), un inventaire des ressources déjà disponibles et une planification à terme pour bâtir un dispositif d'enquête durable. S'agissant des salaires et indemnités, les effectifs de personnel requis doivent être répartis par catégories, y compris le personnel international et les consultants en cas de besoin. Cela peut varier d'une annéeà l'autre selon le plan de travail, par exemple une enquête revenus-dépenses peut requérir davantage de personnel de terrain qu'une enquête emploi. Par conséquent, le nombre d hommes/mois du personnel requis pour chaque catégorie doit être ventilé entre les années conformément au programme de travail et imputé pour chaque année à la source de financement correspondante, c'est-à-dire le Gouvernement ou l'assistance extérieure. Ensuite, le coût total peut être établi en utilisant des échelles appropriées de la fonction publique en ce qui concerne les salaires et les indemnités du personnel local et un coût proforma pour le personnel international. L'évaluation du coût de la

rubrique "déplacements et subsistence" implique l'estimation des effectifs de chaque catégorie de personnel qui se déplacent et le nombre de nuits correspondantes. On peut mentionner que des besoins en personnel et leur incidence financière peuvent également provenir d'autres sources. Par exemple, si des véhicules supplémentaires font l'objet d'une dotation sous la rubrique "équipement et fournitures", une dotation pour les chauffeurs supplémentaires doit figurer sous la rubrique "slaires et indemnités". Par conséquent, le budget doit être préparé avec un soin minutieux en veillant aux détails. Si l'on désire mettre en place un dispositif d'enquête durable, il faudrait prévoir une diminution de l'aide extérieure au fil des ans et la prise en charge progressive d'une proportion croissante du coût total par la Gouvernement. A titre d'exemple, un résumé du budget du projet préparé pour le Cameroun est donné ci-dessous :

Année	Coût (en milliers de dollars des E.-U.)			Part en % de l'assistance ext. dans le coût total
	Total	Contribution du Gouvt.	Assistance extérieure	
1980	583.70	193.90	389.80	67
1981	1 180.00	443.80	736.20	62
1982	653.40	409.00	244.40	38
1983	849.00	595.70	253.30	30
1984	676.10	530.90	145.20	21
Total	3 943.80	2 173.40	1 770.40	45

12. Mobilisation des ressources : Une fois le budget du projet établi, la prochain étape consistera à mobiliser les ressources nécessaires. La procédure en vigueur dans le cadre du PADEM prévoit, à ce stade, la confection d'un document de projet détaillé mettant en relief les objectifs, l'historique, la justification, les activités du projet et les moyens à mettre en oeuvre, les actions de suivi du Gouvernement, le contrôle et l'évaluation de l'exécution du projet. Le calendrier détaillé des activités sous la forme d'un tableau, le budget détaillé du projet et un organigramme sont généralement annexés au document. Ainsi qu'il a été mentionné plus haut, l'assistance de missions conjointes du Bureau de statistique des Nations Unies et de la Commission économique pour l'Afrique peut être sollicitée en vue de l'établissement du document de projet. Le SNS doit ensuite soumettre le document à l'approbation du Gouvernement. L'approbation du document implique que le Gouvernement soutienne le programme, prenne en charge la part qui lui revient dans son coût total et remplisse d'autres obligations dont l'appui continu au programme dans l'avenir. En vue de mobiliser l'assistance extérieure nécessaire, la Commission économique Pour l'Afrique envoie le document de projet, sous la forme où elle a été approuvée par le Gouvernement, au Service Central de la Coordination (SCC), du Bureau de Statistique des Nations Unies. Le SCC a déjà conclu des arrangements pour contacter des donateurs bilatéraux et multi-latéraux potentiels. Il fait parvenir le document de projet à ces derniers et suit de près les choses au moyen de visites personnelles ou de discussions en vue de susciter l'intérêt des donateurs. Dès que

les donateurs expriment leur intérêt et leur soutien au programme, le SCC les met en contact avec le Gouvernement et il appartient ensuite au Gouvernement de négocier le volume de l'assistance extérieure dont il a besoin. On pourrait mentionner que l'expérience a montré que la programmation des enquêtes et la préparation du document de projet prennent beaucoup de temps, et qu'il peut être nécessaire de procéder à plusieurs révisions du document de projet avant de la soumettre à l'approbation du Gouvernement. En outre, les donateurs ont leur propre calendrier pour examiner les requêtes d'asistance. Par conséquent, on devrait consacrer suffisamment de temps à l'ensemble du processus de mobilisation des ressources intérieures et extérieures pour le programme intégré d'enquêtes.

3. PROBLEMES TECHNIQUES

13. En mettant au point un programme intégré d'enquêtes pour la collecte de données démographiques sociales et économiques, on devrait examiner attentivement une série de problèmes techniques. Les principaux problèmes qui peuvent être identifiés aisément sont ceux concernant le plan de sondage, les concepts, les définitions et les classifications utilisées, le contrôle des erreurs non dues à l'échantionnage, et le rapprochement des résultats des enquêtes. Certains de ces problèmes font l'objet d'un examen dans les documents qui seront présentés à cette réunion, d'autres ont été discutés au cours de nombreuses réunions d'experts, la plus récente étant la Réunion technique sur le Programme national concernant la mise en place de dispositifs d'enquêtes sur les ménages qui a été organisée à New York par le Bureau de tatistique des Nations Unies du 20 au 24 avril 1981.

Plan de sondage

14. Le premier problème technique à examiner dans ce document a trait au plan de sondage. A cet égard, il existe généralement deux écoles de pensée : l'une préconise l'utilisation d'échantillons de base dans tous les cas et l'autre, tout en reconnaissant les avantages inhérents à l'utilisation des échantillons de base, soutient qu'un échantillon de base n'est pas une condition sine qua non pour la mise au point d'un programme intégré d'enquêtes. Leslie Kish 1/ résume ainsi les avantages des échantillons de base : au cours d'une période raisonnablement courte, plusieurs échantillons peuvent être tirés d'une même unité primaire (MUP) ou d'une même unité secondaire d'échantillonnage (MUS), ce qui permet de réaliser des économies de temps et d'argent. "La portion utile de leur vie est limitée à une période quelconque jugée raisonnable, qui dépend de l'importance et de la nature des changements affectant la population". L'échantillon choisi et les unités non retenues dans l'échantillon représentent à la fois la population si l'échantillon est correctement choisi. L'utilisation d'échantillons de base pose évidemment certains

---

1/ Kish, Leslie, - L'Echantillonnage - John Wiley et Fils Inc. New York 1967

problèmes. Si l'on envisage de remplacer complètement l'échantillon retenu lors de la dernière phase durant une phase consécutive et qu'un nouveau choix indépendant est effectué, quelques-unes des unités de la phase précédente peuvent apparaître de nouveau. Cependant, des statisticiens très expérimentés ont résolu ce problème en choisissant l'unité qui suit dans les cas où l'on utilise la même probabilité de tirage. Une autre approche consiste à choisir un échantillon très important au départ et à identifier un certain nombre de sous-échantillons qui peuvent servir à remplacer le sous échantillon original au cours de plusieurs phases consécutives.

15. L'utilisation d'un échantillon de base suppose que la liste des unités primaires et secondaires d'échantillonnage peut être imise à jour au cours des périodes de relâchement où il n'y a pas d'intenses activités sur le terrain. Par exemple, si le plan de sondage envisage un sondage àtroisdegrés, avec les autorités locales comme unités d'échantillonnage au premier degré, les zones de dénombrement au second degré et les ménages au troisième et dernier degré, la liste des zones dedénombrement figurant dans les unités primaires d'échantillonnage peut être mise à jour au cours des périodes de relâchement. Cette mise à jour périodique du cadre cartographique est d'une importance capitale si on désire éviter des biais importants dûs à l'imperfection des bases de sondage. L'avantage de l'utilisation des échantillons de base, c'est que le travail se limite aux autorités locales retenues et non àl'ensemble de l'univers constitué par les autorités locales.

16. Il existe, naturellement, des modifications aux procédures de sélection découlant des méthodes décrites ci-dessus. Un sondage sans remplacement et des méthodes d'échantillonnage à deux degrés sont souvent utilisés pour la construction des échantillons de base.

17. En résumé donc, les échantillons de base sont souhaitables mais non nécessaires pour les programmes intégrés d'enquêtes sur les ménages. Si l'on tient compte de la nécessité de rapprocher les données provenant de différentes enquêtes dans un cadre bien assorti, les échantillons de base sont d'une importance capitale, mais si une série de rubriques classiques doit être utilisé comme principaux facteurs d'intégration, l'absence d'échantillons de base ne rendra pas impossible l'intégration des résultats. Un autre facteur qui mérite d'être mentionné, c'est le fait que la plupart des spécialistes des sondages considérent une période de trois à quatre ans comme le délai maximum d'utilisation des échantillons de base si l'on désire surmonter le problème de leur vieillissement.

18. Un autre point important consiste en l'utilisation d'échantillons auto-pondérés. Dans le contexte actuel d'un ordinateur approprié et de programmes informatiques relativement sophistiqués dans un certain nombre de pays en développement, il n'est pas nécessaire de considérer de tels échantillons comme indispensables pour les enquêtes permanentes et intégrées sur les ménages. Il existe des programmes informatiques pour l'impression, la mise en tableaux, et le calcul des erreurs types et d'autres estimations statistiques. Cependant, l'expérience a montré que

dans le contexte africain, les échantillons auto-pondérés présentent l'avantage de permettre des récapitaulations manuelles sur le terrain et facilitent les contrôles de cohérence interne et externe. Il est possible de redresser les erreurs suffisamment tôt, en particulier lorsque les enquêtes couvrent une longue période comme c'est le cas, par exemple, pour les enquêtes sur la consommation, les revenus et les dépenses. Lorsqu'on se fie totalement à l'informatique, la découverte de graves erreurs à un stade plutôt avancé risque de faire perdre toute utilité aux données, ou la disponibilité même des données préliminaires accusera des retards considérables en raison de problèmes résultant de l'utilisation de l'ordinateur ou de problèmes connexes.

Concepts, définitions et classifications

19. L'harmonisation des concepts, des définitions et des classifications est, également un problème sur lequel on devrait se pendher de bonne heure. C'est un fait bien connu que nombre d'enquêtes effectuées dans les pays africains ne peuvent être raisonnablement comparées parce que les concepts, les définitions et les classifications utilisées diffèrent. Si, par exemple, on utilise le concept de "condition actuelle" de la main-d'oeuvre alors que dans une enquête ultérieure c'est le coneept de "condition habituelle" qui est utilisée, les deux types de données recueillis ne sont pas strictement comparables parce que basés sur des concepts différents. L'harmonisation des concepts...etc, devrait tenir compte de la nécessité de la comparabilité des données au niveau national, et en seconde priorité, de l'utilité des comparaisons à l'échelon international. Dans ce contexte, il faudrait noter l'existence de classifications internationales types dans un certain nombre de domaines difficiles Les principales sont la Classification internationale type des professions (Organisation internationales du travail; édition révisée 1968), les Classifications internationales types de l'industrie (Nations Unies; édition révisée 1968 en caurs de révision) et la Classification internationale type de l'éducation (UNESCO, mars 1976).

20. Il est d'usage courant de recommander aux pays de préparer leur propre système de classification national pour chacune des rubriques devant faire l'objet d'une investigation au cours d'une enquête, en s'inspirant des classifications internationale et en indiquant, dans les tableaux de conversion à établir, les correspondances entre les éléments de la classification nationale et les classifications internationales pertinentes.

21. Dans d'autres domaines, les progrès concernant l'harmonisation des concepts et desdéfinitions ont été lents. Après plusieurs tentatives, infructueuses pour recommander une définition uniforme des "centres urbains", la communauté internationale s'appuie davantage à présent sur les définitions nationales qui, dans la région africaine, varient des localités de 2 000 habitants ou plus aux localités de 10 000 habitants ou plus avec des distinctions entre "la capitale, les centres administratifs despréfectures, les importantes agglomérations et leurs alentours" comme au Rwanda. Les restrictions imposées par ces differences à la définition du terme "urbain" affectent non seulement les conclusions des analyses à l'échelon d'un groupe de pays, mais également le rapprochement

des résultats provenant de différentes enquêtes effectuées dans le même pays, dans la mesure où de telles comparaisons peuvent être annulées par des changements dans les définitions.

22. En résumé, l'harmonisation des concepts, des définitions et des classifications est une condition nécessaire pour le rapprochement des résultats dedifférentes enquêtes. Aux fins de comparaisons internationales, il peut être également nécessaire, en premier lieu, de prendre en considération les recommandations internationales pour élaborer des définitions nationales et, en second lieu, de préparer des tableaux de conversion appropriés pour indiquer la correspondance entre un système de classification national et la classification internationale type pertinente. S'agissant d'un concept comme le degré d'instruction pour le lequel les comparisons internationales revêtent une importance capitale, fait de se conformer aux recommandations internationales permettrait d'éviter la situation malheureuse où les données produites ne sont pas utiles même à des fins nationales.

Les erreurs non dues à l'échantillonnage

23. Au cours des enquêtes effectuées de nos jours, les statisticiens se préoccupent davantage de l'erreur totale de l'enquête que de l'examen et du calcul de l'erreur d'échantillonnage probable. Ce changement d'attitude provient essentiellement du fait que, lors de l'analyse des résultats des enquêtes, on se préoccupe davantage d'avoir une indication de l'erreur totale affectant les résultats et de leur fiabilité. Ainsi, les erreurs types entachant les estimations, quoique essentielles, ne permettent pas d'aboutir à des conclusions raisonnables en comparant des données issues de différentes séries d'enquêtes. Pour cette raison, en plus des méthodes couramment utilisées pour effectuer un échantillonnage efficace et calculer les erreurs qui en résultent, des mesures de contrôle qualitatif sont adoptées pour contrôler les erreurs non dues à l'échantillonnage et les évaluer pour aider l'utilisateur des données.

24. Des erreurs s'infltrent dans les données à tous les stades d'une enquête à savoir, la planification, la collecte et la publication des résultats. Le but fondamental de tout bon schéma de contrôle de qualité est de minimiser l'erreur d'ensemble dans les tableaux finals en répartissant de façon optimum les ressources allouées au contrôle des erreurs non dues à l'échantillonnage entre les différentes phases. Ainsi, l'utilisation de commis vérifieurs sur le terrain, les vérifications et les revérifications dépendantes et indépendantes du codage et de l'enregistrement des données sont des éléments essentiels de ce processus. Un bon système de contrôle de qualité, qu'il soit basé sur un échantillon ou sur un contrôle des différentes opérations, devrait assurer un niveau final moyen de qualité qui soit acceptable.

25. Le problème soulevé dans ce document comporte deux aspects. En premier lieu, le contrôle des erreurs non dues à l'échantillonnage permet de maintenir ces erreurs dans des limites tolérables et facilite la comparaison de données provenant de différentes séries d'enquêtes. Sans cette souvegarde, il peut être difficile de comparer des données qui varient fortement par suite d'une erreur non due à l'échantillonnage. En second lieu, l'évaluation d'une erreur non due à l'échantillonnage,

qu'elle soit effectuée au moyen de nouvelles interviews, de contrôles deregistres ou au moyen d'autres techniques d'analyses sûres, permet de mesurer l'importance de cette erreur et constitue un outil inestimable pour améliorer la qualité des enquêtes ultérieures. Un mot d'avertissement est cependant nécessaire. Le fait de procéder à de nouvelles interviews pour évaluer des erreurs de couverture et de contenu est généralement coûteux et requiert une compétence qui peut faire défaut à de nombreux services statistiques africains. Ces interviews tendent par conséquent à être limitées dans leur portée et leur volume. Cependant, il est souhaitable que les pays envisagent de mettre en place dans leurs projets d'enquêtes sur les ménages des programmes expérimentaux permettant la mesure des erreurs non dues à l'échantillonnage.

Rapprochement des résultats des enquêtes

26. Le rapprochement des résultats de différentes enquêtes qui constituent un programme national d'enquêtes est l'un des sujets qui devraient être abordés au cours des premières phases de la planification d'un programme d'enquêtes. Cette question est examinée dans le document intitulé "Analyse des Données d'Enquête" E/CN.14/SM/39). Le rapprochement desrésultats d'enquêtes peut être facilité si les données à rassembler au cours de chaque enquête correspondent bien à un cadre conceptuel comme la Matrice des Comptes Sociaux, ou les Tableaux Entrées-Sorties du Système de Comptabilité nationale des Nations Unies. Il importe également que certains des besoins d'analyse soient prévus au stade dela planification des enquêtes sur les ménages. Cela permettra de venir à bout des reproches habituelles desanalystes selon lesquelles les données rassemblées ne sont pas suffisantes pour établir certains rapports critiques, répondre à certaines questions fondamentales, ou tester certaines hypothèses évidentes. Cependant, en se mettant en rapport avec les analystes et d'autres utilisateurs des données, il est possible d'établir au cours de la phase de détermination des besoins un cadre conceptuel qui s'averera inestimable pour les analyses ultérieures.

27. Il faudrait noter que la possibilité de rapprocher les résultats de différentes enquêtes constituant le programme national d'enquêtes est un des avantages des programmes nationaux d'enquêtes sur les ménages par rapport aux enquêtes ad-hoc couramment effectuées jusqu'à maintenant dans la plupart des pays africains. C'est pourquoi cet aspect du programme d'enquêtes doit faire l'objet d'une démonstration pour écarter tout doute possible. L'utilisation de cadres conceptuels, des rubriques classiques, des concepts, des définitions et des classifications harmonisés peuvent aider au rapprochement des résultats. Il faudrait ntoer également que s'il importe d'être en mesure de rapprocher les résultats des enquêtes, le rapprochement avec d'autres sources de données existant dans le système statistique national ne devrait pas être ignoré.

28. Les problèmes techniques mis en évidence dans cette section ne sont pas les seuls que l'on devrait examiner dans le cadre de la stratégie du développement d'enquêtes intégrées sur les ménages. Des compétences dans les domaines des sondages, de la formulation et de la présentation des questionnaires et de l'exploitation des données sont également importantes à cette fin.

4. PROBLEMES D'ORGANISATION

29. Un programme intégré d'enquêtes doit être organisé presque de la même façon qu'une production à la chaîne. Un certain nombre de cadres supérieurs, moyens et autres doivent être regroupés sous un contrôle unique. On devrait leur assigner des tâches spécialisées comme l'administration, la planification et les études, la collecte des données, la supervision des opérations sur le terrain, l'exploitation, l'évaluation et l'analyse des données, et la diffusion des informations. Les tâches doivent être correctement réparties dans le temps et programmées conformément au plan de travail. Les différentes catégories de personnel doivent être formées à leurs tâches respectives et être intégrées dans une équipe. Elles doivent être maintenues dans leurs fonctions pour une longue période ou remplacées en cas de besoin de telle sorte qu'aucun vide ne se crée à mi-chemin. Le personnel doit être muni d'un support logistique complet de tout l'équipement nécessaire (bureau, transport, exploitation des données, impression, etc..) qui doit être conservé en bon état tout le temps. Sur cette base, un rythme continu de travail doit être maintenu en vue de la production rapide d'informations de bonne qualité. En même temps l'organisation d'ensemble du programme doit être améliorée en vue d'atteindre l'objectif de mise en place d'un dispositif d'enquête durable. Certains problèmes en rapport avec ces besoins importants et multi-formes font l'objet de discussions ci-dessous.

30. Personnel: Les effectifs de personnel les plus nombreux dont on a besoin sont ceux travaillant sur le terrain. Ils comprennent les Agents Intervieweurs les Inspecteurs-Vérifieurs, les Superviseurs des opérations et les Responsables de la conduite de l'enquête sur le terrain. Le PADEM a établi quelques normes approximatives en ce qui concerne le personnel requis, dont l'importance numérique doit être décidée compte tenu de la nature de l'enquête, du plan de sondage, de la taille de l'échantillon, des méthodes d'enquête et d'autres facteurs. Beaucoup de services statistiques africains disposent maintenant d'un personnel de terrain classique qui doit être accru. Cependant, il est encourageant de noter que des pays comme le Kenya et l'Ethiopie ont déployé respectivement sur le terrain des effectifs d'environ 350 et 600 personnes constitués de leurs ressources propres, et il est probable que d'autres pays en fassent autant. Les Agents Intervieweurs et les Inspecteurs-Vérifieurs doivent avoir au moins le niveau de fin d'études secondaires. Toutefois, si des personnes de ce niveau ne sont pas disponibles, des personnes ayant le niveau de fin d'études primaires pourraient être retenues, mais elles devraient être formées à la tâche de façon intensive. Dans les pays où plusieurs langues lcoales prévalent, il est nécessaire de recruter des Intervieweurs appartenant aux différents groupes ethniques. Les superviseurs des opérations sur le terrain devraient être au moins porteurs d'une attestation ou d'un diplôme et les Responsables de la conduite de l'enquête sur le terrain devraient être de jeunes cadres supérieurs. Les opinions varient sur la question de savoir si le personnel de terrain, en particulier les Intervieweurs devraient être recrutés sur une base temporaire ou permanente. Un personnel de terrain permanent présente à la longue l'avantage d'une meilleure formation et d'une plus grande expérience, mais sa motivation est souvent plus médiocre. Des Intervieweurs temporaires peuvent faire montre d'un plus grand dévouement et manifester davantage d'intérêt, mais un effort relativement plus important est nécessaire pour assurer leur formation et leur recyclage et maintenir un personnel de terrain stable.

31. Les besoins en personnel de traitement des données suivent, par ordre d'importance, ceux en personnel de terrain. Le personnel de traitement des données comprend des Programmeurs/Analystes Systèmes, des Superviseurs, des Opérateurs, des Vérifieurs, des Codifieurs, etc.. La principale difficulté rencontrée par beaucoup de pays africains se situe au niveau du recrutement d'Analystes/Programmeurs qualifiés et de leur maintien à la tâche. Même des personnes spécialement formées dans ce but ne restent pas longtemps dans les services publics parce que'elles reçoivent des offres plus alléchantes ailleurs. Il en résulte que le traitement des données constitue le plus grand goulot d'étranglement pour la production à temps des résultats des enquêtes. Par conséquent, plusieurs pays ont recruté ou se proposent de recruter des Programmeurs/Analystes Systèmes de l'extérieur pour asseoir les fondements d'un service stable de traitement des données. Cependant, il est nécessaire de mettre en place dans ce secteur une politique et une planification appropriées de main-d'oeuvre qui, non seulement feraient croître les effectifs de personnel qualifié formés, mais encourageraient également ces derniers à rester dans les Services nationaux de statistique.

32. Le personnel administratif (Administrateur, Comptable, Secrétaire/Dactylo, etc..), le personnel de support technique, c'est-à-dire la cartographie, l'impression, etc, et les cadres supérieurs constituent une autre catégorie de personnel dont on a besoin. Parmi ceux-ci, les cadres supérieurs expérimentés dans des domaines spécialisés ne sont pas en nombre suffisant dans la majorité des pays. La conception, la planification et l'évaluation des enquêtes d'une part, et l'analyse et la publication des résultats des enquêtes de l'autre, constituent deux domaines principaux qui relèvent de la compétence des cadres supérieurs. En outre, ces derniers sont requis pour superviser et contrôler le travail de terrain dans son ensemble, notamment pour élaborer des méthodes de contrôle des erreurs non dues à l'échantillonnage et résoudre des problèmes techniques qui peuvent se poser de temps en temps sur le terrain. Si la plupart despays disposent de quelques généralistes ou spécialistes en matière d'enquêtes au sein de leur personnel, les compétences dans les domaines de l'échantillonnage et de l'élaboration des plans de sondage font généralement défaut. Il en va de même, en ce qui concerne l'évaluation et l'analyse des données. Au stade initial, le problème peut être résolu en recrutant des Experts Internationaux, mais dans le cadre d'un programme àlong terme, les pays devraient renforcer les qualifications de leurs cadres supérieurs et développer des compétences dans des domaines techniques variés tels que les sondages, le traitement, l'évaluation et l'analyse des données.

33. Formation : Les discussions des paragraphes ci-dessus conduisent automatiquement au sujet relatif à la formation. La formation du personnel doit être assurée à tous les niveaux - primaire, secondaire et supérieur - y compris la formation des formateurs eux-mêmes. Les grandes catégories principales de tâches à exécuter dans le cadre d'un programme intégré d'enquêtes sont les suivantes :

a) Planification et gestion
b) Répartition des tâches par domaines spécialisés
c) Cartographie
d) Collecte des données, vérification et chiffrement
e) Traitement des données
f) Evaluation, analyse et diffusion des données.

La miese en place de toutes les comptéences nécessaires prend du temps; aussi le processus doit-il être commencé très tôt. La formation professionnelle ou sur le tas devraient être organisées parce qu'elles sont rentables. Dans d'autres cas, notamment en ce qui concerne le personnel de niveau moyen, les facilités existantes au niveau régional ou les centres nationaux de formation devraient être utilisés. Les cadres supérieures devraient bénéficier de bourses pour des études spécialisées à l'étranger où pour participer à des cours, des séminaires et des cycles d'études portant sur des sujets particuliers. A titre d'exmple, les idées de projet du PADEM pour un pays de la région comprennent requête de bourses d'études ci-dessous :

Statistiques Appliquées	- 4 personnes/années
Organisation des enquêtes	- 2 personnes/années
Sondages	- 2 personnes/années
Statistiques sociales	- 3 personnes/années
Statistiques économiques	- 4 personnes/années
Statistiques de la main-d'oeuvre	- 2 personnes/années
Traitement des données et analyse système	- 3 personnes/années

Le domaine d'études effectif et la durée appropriée des bourses seront décidés par le Gouvernement comme le prévoit dans ce cas le programme intégré d'enquêtes. Ainsi, toutes les possibilités devraient être exploitées et chaque occasion mise à profit pour former le personnel, la dotation nécessaire pour couvrir les frais de bourse, le coût de l'assistance à la formation et celui des cours de formation étant prévue dans le budget du projet. Les objectifs à atteindre devraient consister à former du personnel aussi bien pour l'exécution de tâches immédiates que pour le remforcement des compétences existantes. Les déplacements du personnel à l'étranger, qui améliorent les compétences dans certains domaines, sont inévitables et devraient, par conséquent, être pris en considération en mettant au point la stratégie en matière de formation.

34. D'habitude, les pays organisent une formation sur place et des recyclages de courte durée pour le personnel de terrain au début de chaque enquête. Pourcela, il importe beaucoup de préparer des manuels, par exemple pour la collecte des données sur le terrain, la supervision des opérations sur le terrain, l'impression, le chiffrement et les procédures administratives. Ces manuels devraient être disponibles dans les langues locales. En outre, des supports modernes pour la formation comme les livres, les cartes, l'équipement audio-visuel, etc., devraient être utilisés et faire l'objet d'une dotation dans le budget du projet. La formation devrait comporter des cours en salle et des discussions informelles, des exercices pratiques et des tests, des cours programmés, des

travaux en groupe utilisant des techniques de mise en scène et des pratiques d'interviews sur le terrain. Un contrôle et une évaluation approfondis de la formation devraient être effectués en vue d'améliorer graduellement les méthodes utilisées. La formation sur le tas est particulièrement utile pour les jeunes cadres supérieurs. Le personnel administratif et de bureau, les analystes systèmes, les programmeurs, les cartographes, les opérateurs et les dessinateurs, le personnel peut, soit être désigné pour assister des superieurs hierarchiques dans l'exécution de tâches spécifiques, soit être appelé à effectuer des travaux sous sa propre supervision. Pour être couronnée de succès, la formation sur le tas doit être organisé de façon systèmatique et faire l'objet d'un contrôle et d'une évaluation réguliers. En fait, des programmes systématiques de formation sur place et sur le tas permettent de démarrer de façon satisfaisante la mise en place des compétences requises et d'entamer en même temps d'autres actions.

35. Equipement : Pour mener à bien dans les délais requis et de façon satisfaisante les programmes intégrés d'enquêtes, les pays devraient disposer de plusieurs types d'équipement tels que les véhicules, du matériel de terrain, du matériel de traitement des données, du matériel de bureau et d'impression, et d'autres appareils de reproduction. Un grand nombre de ces équipements nécessitent des inputs initiaux très coûteux dont une partie importante est achetée à l'étranger, ce qui rend difficile le financement intégral de ces équipements sur les budgets nationaux. Par conséquent, une partie importante des équipements doit être obtenue grâce à l'assistance extérieure. Les besoins en véhicules de transport revêtent une importance capitale dans la région africaine. Dans beaucoup de cas, les équipes d'Intervieweurs et de Superviseurs doivent être transportées dans les zones retenues dans l'échantillon et ramenées à leurs lieux de résidence à la fin de la journée, et pour assurer ces déplacements des Landrovers devraient être disponibles. Dans d'autres cas, les Intervieweurs doivent être munis de bicyclettes, de scooters ou de motocyclettes selon la nature du terrain et les distances à parcourir. Les Superviseurs, qui doivent surveiller chacun le travail de 4/5 Intervieweurs doivent également se dépalcer à l'aide de moyens de transports qui leur sont propres tels que les motocyclettes ou au moyen de cars ou de Landrovers. Des fournitures doivent être transportées de temps en temps sur le terrain, les salaires du personnel de terrain doivent être payés et souvent des questionnaires remplis doivent être ramenés aux Bureaux régionaux ou au Bureau central à l'aide de véhicules. En prenant en considération tous ces problèmes, les besoins de chaque pays doivent être évalués et incorporés dans le budget. Les frais de carburants, d'entretien et d'assurance des véhicules doivent être également, soit au titre de l'assistance extérieure, ou répartis entre les deux selon les cas. En ce qui concerne les bicyclettes, les motocyclettes ou les scooters, ils peuvent être achetés par le Gouvernement et ensuite remis au personnel, ou bien une avance peut être faite au personnel pour l'achat de leur propre moyen de transport et une indemnité mensuelle prévue pour leur entretien. Cette dernière mesure permet souvent un meilleur entretien des véhicules. Les pays ne devraient pas perdre de vue le problème du remplacement des cars, Landrovers, etc., à l'expiration de leurs délais d'utilisation. Certains pays disposent d'un système de mise en place d'un fonds de contrepartie dans leur budget, lorsque des allocations annuelles sont finalement accordées pour remplacer les véhicules obtenues grâce à l'assistance extérieure. Cependant, celà peut ne pas résoudre les problèmes si des difficultés surgissent au niveau des échanges avec l'extérieur.

36. Les équipements de terrain peuvent comprendre plusieurs choses telles que des tentes, des imperméables, des sacoches, des chapeaux, des lampes à gaz, des jerricanes, etc. En ce qui concerne le matériel de traitement desdonnées, la plupart des pays ont mis en place des installations informatiques. Cependant, ces installations peuvent nécessiter un renforcement ou un relais pour lesquels une évaluation indépendante par des conseillers des Nations Unies ou de la CEA pourrait être sollicitée. Une dotaiton devrait être faite en ce qui concerne les autres fournitures informatiques récupérables comme les bandes et les disques et lesfournitures non-récupérables comme le papier, les rubans à imprimer, etc. Parmi les équipements de bureau, les rubriques les plus importantes sont les machines à écrire, les calculateurs de bureau, les appareils à photocopier, les duplicateurs et le mobilier . Les fournitures non récupérables comme le papier, les articles de bureau, etc. doivent être également prévues. Enfin, les Services statistiques nationaux auront besoin de machines à imprimer pour rendre rapidement disponibles les rapports et les résultats des enquêtes. Certains services statistiques nationaux dépendent à l'heure actuelle des services d'impression publics pour la publication des rapports et des résultats des enquêtes et souvent de tels arrangements ne sont pas satisfaisants. En pareil cas, il serait judicieux pour les services nationaux de statistique d'installer leur propre bureau d'impression pour rendre disponibles les résultats du programme intégré d'enquêtes dans la mesure où le volume du travail dans un tel programme sera très important. Tousles équipements acquis doivent être installés, gardés en bon état et correctement entretenus et les dispositions à prendre à cet effet devraient être prévues au moment du choix et de la commande de l'équipement. Par exemple, si une partie d'un équipement est installée, on devrait s'assurer que des services d'entretien seront disponibles localement. Pour l'installation des ordinateurs, les salles, la climatisation, etc. devraient être apprêtées au préalable.

37. Analyse et publication des résultats : le produit final d'une enquête est constitué par les résultats publiés. Les utilisateurs apprécieront la réussite d'un programme intégré d'enquêtes par la rapidité avec laquelle les données sont disponibles, le volume, la nature et la qualité des informations disponibles, et l'efficacité avec laquelle les données sont analysées dans les résultats publiés. Par conséquent, l'organisation de cette partie du travail est particulièrement importante et c'est à ce niveau que l'on enregistre des insuffisances dans la majorité des pays. Dans le passé, les rapports des enquêtes, axés pour la plupart sur des problèmes particuliers, étaient publiés avec un retard de 3/4 ans et ces rapports contenaient généralement des notes et des tableaux sans aucune analyse des données. Des informations qui sont disponibles après 3/4 ans ont à peine de la valeur pour les utilisateurs sauf à des fins historiques. Les utilisateurs ont besoin de données courantes pour étudier des situations et des problèmes vivants. En second lieu, si aucune évaluation et aucune analyse ne sont effectuées, les utilisateurs n'obtiennent pas les indications nécessaires et suffisantes et deviennent par conséquent déçus. Même les statisticiens d'enquête ne seraient pas en mesure de tirer des leçons pour des améliorations ultérieures s'ils n'évaluent et n'analysent pas les données. C'est pour remédier à ces lacunes que le PADEM a été lancé avec l'idée de mettre en place des

dispositifs d'enquête qui comportent également l'analyse et la publication rapides des résultats. Cependant, on pourrait mentionner que des analyses approfondies et plus détaillées des données et la publication d'études particulières sur dette base peuvent continuer longtemps après la diffusion des premiers résultats et du rapport principal.

38. Selon les programmes établis dans le cadre du PADEM, les résultats d'une enquête doivent être publiés dans un délai de 6 à 12 mois après la fin destravaux sur le terrain. Les nombreux problèmes d'organisation qui doivent être surmontés pour réaliser cet objectif ont été déjà examinés. Cependant, certaines mesures importantes à prendre peuvent être rappelées en raison de l'importance que revêt la production rapide des données. En premier lieu, les plans d'exploitation statistique et les programmes informatiques devraient être établis avant le démarrage des travaux sur le terrain. Ceci signifie que les spécialistes en matière de traitement des données devraient être impliqués dès le stade de préparation des enquêtes. En second lieu, le traitement des données doit aller de pair avec le travail sur le terrain. Ceci signifie que les données, une fois collectées et vérifiées sur le terrain, devraient être acheminées au cervice de traitement des données pour leur codage, leur saisie, leurimpression, et leur redressement. Par conséquent, il est important de maintenir des rapports bons et continus entre les statisticiens d'enquête et le personnel de traitement des données. Ceci permettra d'entreprendre la mise en tableaux des données peu après la fin des travaux sur le terrain. Enfin, dès que les tableaux sont prêts l'analyse et la rédaction du rapport devraient être effectuées et le rapport publié avec le moindre retard.